



Parlement jurassien
Groupe Verts et CS-POP

Interpellation n° 903

Les termes utilisés pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

En attendant, si on traquait les fraudeurs du fisc ?

Les Suisses lui cacheraient chaque année entre 10 et 20 milliards de francs au fisc. La RTS, le 11 mars 2019, a diffusé un reportage consacré aux moyens mis en œuvre dans les cantons suisses pour chasser les fraudeurs.

Le reportage mettait en évidence les différences importantes des moyens mis en œuvre pour traquer ces tricheurs d'un canton à l'autre. A Genève, par exemple, trente contrôleurs traquent les abus, par le biais de déclarations d'impôts douteuses, d'articles de presse, ou d'informations transmises par la Confédération. En 2018, ce sont 97 millions de francs qui ont été récupérés. Un investissement en personnel qui rapporte, manifestement.

Si des chiffres similaires ne sont pas envisageables dans le Jura, on l'imagine, le potentiel de récupération de montants soustraits au fisc n'en est pas moins important.

Dans ce reportage, notre encore Ministre des finances saluait surtout les bénéfices obtenus par les dénonciations spontanées des ressortissants étrangers. La levée du secret bancaire doit être envisagée très sérieusement comme moyen de lutte efficace contre la fraude fiscale. Nous partageons totalement son avis et nous nous réjouissons de pouvoir compter sur lui prochainement au Palais fédéral pour faire avancer l'idée.

Mais voilà, comme il le reconnaît lui-même, les mentalités ne sont pas prêtes pour l'heure et un tel projet n'a pas de chances avant plusieurs années.

Une fois encore, nous partageons l'analyse de Charles Juillard. Et elle mène tout naturellement à une question évidente et simple :

En attendant la levée du secret bancaire en Suisse, le Gouvernement entend-il mettre en œuvre une vraie lutte contre la fraude fiscale dans le but bien compris d'augmenter les recettes de l'État, objectif qu'il définit lui-même comme prioritaire dans le grand débat participatif sur les finances cantonales qu'il vient de lancer ?

Delémont, le 27 mars 2019

Groupe Verts et CS-POP
Rémy Meury